



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>



Communiqué de presse

Action sociale : le gouvernement continue de réduire les prestations sociales des agents publics !

Jeudi 16 avril 2015, s'est tenue la séance d'installation du CIAS (Comité Interministériel d'Action Sociale) compétent pour la Fonction publique de l'Etat, dans sa nouvelle composition suite aux résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 dans la fonction publique, sous la présidence de Marylise LEBRANCHU, ministre de la fonction publique.

Rappelons que Force Ouvrière est la 1^{ère} organisation syndicale de la Fonction publique de l'Etat.

En introduction, Madame la Ministre a annoncé une diminution du budget de l'Action sociale interministérielle de 2 millions d'euros par rapport à l'année dernière.

Deux jours après l'annonce de la suppression de l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG, et dans la continuité du gel de la valeur du point d'indice depuis 6 ans, la ministre au nom du gouvernement continue d'appauvrir l'ensemble des fonctionnaires et agents publics.

Un gouvernement qui n'entend pas les revendications des salariés portées par les organisations syndicales, comme lors de la grève et des manifestations du 9 avril dernier, et qui va jusqu'à accentuer, dès le lendemain, des contraintes fortes sur les agents, porte une lourde responsabilité.

FORCE OUVRIERE ne cesse de le répéter, l'austérité est triplement suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement

Dans le contexte, la délégation FO au CIAS ne pouvait en aucun cas acter puis cogérer la baisse drastique de moyens annoncés qui va impacter directement la vie quotidienne des agents mais aussi le travail des camarades militants dans les SRIAS (Sections régionales).

C'est pourquoi, SEULE, la délégation FGF-FO, a pris ses responsabilités en quittant la salle, refusant ainsi de cautionner un tel désastre social !

Fait à PARIS, le 16 avril 2015

